

## **Grand débat national – La transition écologique**

Breteil, le 11 février 2019

Animatrice : Isabelle BERTRAND (ancienne élue de Breteil)

Rapporteurs : Josianne SAUVAGE (conseillère municipale), Roland GICQUEL (adjoint au maire chargé de l'environnement)

Environ 30 personnes ont participé à cette première des 4 rencontres proposées par la commune.

La présente restitution comprend un résumé et une synthèse.

### **RÉSUMÉ**

Appliquer strictement et immédiatement les engagements de la Cop 21.

Changer de modèle agricole : valorisation du bio/local, interdiction des pesticides de synthèse.

Garantir la transparence de l'information (interdiction de certaines publicités).

Agir sur les lobbies.

Impliquer les acteurs industriels et de la grande distribution (obsolescence, additifs, tri, emballages).

Éduquer à l'écologie à l'école.

Changer les comportements individuels.

Développer la recherche en matière d'énergie.

Mettre en place des aides cohérentes et pérennes à l'amélioration thermique des logements et à la mobilité des citoyens.

Protéger les milieux naturels.

Agir pour la transition écologique à toutes les échelles : au niveau individuel et des territoires (local, national et international) et en urgence.

# SYNTHESE

## LES ENJEUX

Remarques préliminaires :

Il n'est pas fait de hiérarchisation dans les enjeux, considérant qu'aucune problématique ne doit être occultée, même si les avis divergent : pour certains, il faudrait des engagements forts concentrés sur les sujets les plus urgents (climat, biodiversité). Pour d'autres, il faut agir sur tous les fronts.

La transition écologique ne peut être que solidaire et juste. Les réformes appellent une lecture systémique des impacts sociaux : pouvoir d'achat, droit au travail, droit au logement.

La violence est la conséquence d'un désespoir nourri par l'injustice.

La somme des actions individuelles, si nécessaires soient-elles, ne peuvent suffire face aux enjeux.

La réponse politique doit être courageuse, forte, intelligible et planifiée.

## CLIMAT

Respecter et tenir les engagements de la COP21.

## ENERGIE

Les choix énergétiques apparaissent déterminants pour l'avenir et nécessitent de forts investissements pour une société sobre en carbone et s'affranchissant du nucléaire (hydrogène ?).

La dimension sociale est ressortie, en particulier dans le logement où la précarité énergétique est difficilement ressentie. La hausse des prix de l'énergie pénalise les plus faibles.

## PESTICIDES

Les pesticides de synthèse représentent un risque pour santé et d'environnement. Les autorités doivent réagir, à l'image des communes "zéro phyto".

## BIODIVERSITE

La dégradation des habitats est une cause majeure d'érosion du vivant, qui est irréversible. Il faut retrouver des milieux favorables à la vie en restaurant les infrastructures naturelles (rivières, bocage...).

## GOUVERNANCE

Il y a un enjeu de convergence des politiques au niveau international (exemple : position de l'Europe sur le glyphosate). Les prochaines élections européennes en fournissent l'occasion.

## MOBILITÉS

L'enjeu n'est pas tant le gain de temps (grande vitesse) qu'un aménagement équilibré du territoire et l'accessibilité des services avec une offre de transports collectifs du quotidien performante et complémentaire (bus-TER-covoiturage).

## CONSOMMATION

Des modes de consommation responsables sont incontournables afin de prévenir l'épuisement des ressources, les déchets, le gaspillage et l'obsolescence programmée.

Pour ce faire, il est important de se donner les moyens d'expertise et de régulation des stratégies des industriels.

## EDUCATION-CULTURE

L'éveil des consciences apparaît comme une condition essentielle de la transition écologique, qui doit prendre toute sa place dans les enseignements et les médias.

## CONSTATS ET PROPOSITIONS

THEMES	CONSTATS	PROPOSITIONS
ENERGIE	Fluctuations dans les aides à la rénovation thermique et à l'achat	Définir une politique claire, lisible et constante dans la durée.

	de véhicules propres	Augmenter les aides pour les plus défavorisés. Simplifier les dispositifs.
	Locataires en "otages" dans les passoires thermiques	Pousser les propriétaires à rénover avec des aides plus incitatives.  Exemplarité des bailleurs sociaux qui doivent s'engager de façon volontariste sur des objectifs de performance énergétique.
	Difficulté d'investir dans les travaux	Encourager un système d'amortissement par les gains sur le fonctionnement (rôle des banques).
	Gaspillage et économies d'énergie	Taxer les surconsommations dès lors qu'on dispose d'équipements performants. A l'inverse, instaurer des bonus pour les comportements vertueux.
	Effet pervers des aides publiques conduisant à l'augmentation des prix (exemple photovoltaïque)	Réguler le marché pour éviter des effets d'aubaine des entreprises.
	Acteurs peu sérieux, voire malhonnête dans le domaine de la rénovation thermique	Développer un conseil indépendant auprès des particuliers.
	Des secteurs importants échappent à la taxe carbone	Élargir l'assiette des financements pour la transition énergétique, notamment par la contribution du secteur des transports aérien et maritime (accords internationaux) .
	Choix politiques dans les énergies pas assez affirmés (tergiversations sur la PPE)	Fixer un cap clair :  - investir massivement dans la recherche et le développement comme la France a su le faire sur le nucléaire, en particulier l'hydrogène ;  - reconvertir l'industrie automobile;  - gérer le passif nucléaire (dont démantèlement centrales + déchets).
AGRICULTURE	Pas de ligne claire des autorités sur les	Convergence des politiques : interdire les pesticides de synthèse à l'échelle de l'Europe.

	pesticides	
	L'usage des pesticides continue d'augmenter en agriculture	Soutenir l'agriculture pour la mutation vers des modes de production plus responsables.
	Modèle dominant non soutenable	Réorienter les subventions (PAC) vers de nouveaux modèles selon de l'éco-conditionnalité.
	Mainmise des firmes sur le vivant	Libérer les semences des brevets.
ECONOMIE - PRODUCTIONS ET CONSOMMATION RESPONSABLES	L'environnement : un gisement d'emploi insuffisamment exploité	Saisir l'opportunité de l'expérience "Territoires zéro chômeurs" à étendre notamment dans le domaine de l'écologie.
	Influence néfaste des lobbys industriels	Développer une expertise indépendante sur les grands choix industriels impactant la santé et l'environnement (énergie, alimentation, agriculture...).
	Influence néfaste de la publicité	Réglementer davantage (taxer voire interdire) les publicités relatives à des biens de consommation non responsables (exemple : SUV).
	Fiscalité inadaptée	Diminuer la TVA sur les produits bio/locaux et de façon générale les produits issus de modes de production vertueux.
	Accompagnement des petites entreprises insuffisant	Développer l'éco-conseil auprès des PME pour une RSE accessible à tous, par exemple par la reconversion de seniors expérimentés.
	Surconsommation et gaspillage	Agir sur l'obsolescence programmée, les emballages, le plastique...
	Indicateurs de développement obsolètes	Substituer au PIB des indicateurs plus objectifs intégrant le bien-être et l'environnement.
	Prévenir les distorsions de concurrence	Taxer les produits importés ne respectant pas des exigences environnementales (exemple : cultures traitées aux pesticides).

	Transparence insuffisante sur la composition des produits notamment alimentaires	Renforcer les exigences sur l'étiquetage.
	Consommateur isolé et impuissant	Favoriser les actions groupées, notamment en justice.
MOBILITÉS	Choix d'investissements discutables	La grande vitesse (pour un petit nombre), coûteuse, est privilégiée au détriment des transports du quotidien (du plus grand nombre).
	Manque d'harmonisation des politiques de transports	Développer les complémentarités par l'intermodalité des modes.  Coordonner les politiques des autorités organisatrices.
	La voiture individuelle engendre pollution et congestion	Inciter au partage des véhicules, dont le covoiturage.
EDUCATION-CULTURE	Une prise de conscience insuffisante des enjeux dans l'opinion	Les nouveaux médias comme les réseaux sociaux doivent y contribuer et aussi faire l'objet d'une régulation face au risque de désinformation massive (fakenews).
	Des problématiques insuffisamment intégrées dans l'enseignement	Mettre en place des programmes dans tous les enseignements.
BIODIVERSITÉ	Responsabilité de l'agriculture intensive	Sortir rapidement et résolument des pesticides de synthèse.
	Érosion massive et rapide du vivant confirmée par nombre de rapports, dont l'altération des milieux naturels est une cause majeure : urgence d'agir face à des effets irréversibles	Agir pour prévenir la dégradation des milieux et développer les programmes de restauration des milieux (trame verte et bleue).  Cesser les pressions et l'anthropisation des espaces naturels.